



Les étudiants de la génération Z

© Anne-Catherine CHEVALIER in *Turning 18*, Prisme Éditions

PORTRAIT(S)

Un étudiant au profil multiple

CONTOURS

Une précarité accentuée
par le décret « Paysage »

SENS

Acteurs de leurs apprentissages

PRINCIPE

Ne pas hésiter à soutenir les étudiants

ITINÉTAIRE

Prendre le temps du (bon) choix

Ils ont 18 ans ou un peu plus et se lancent aujourd'hui dans des études supérieures¹. Qui sont-ils ? Que veulent-ils ? Quelles sont leurs forces, mais aussi leurs difficultés ? Autant de questions auxquelles nous tentons d'apporter des réponses dans ce dossier. « *Comme je ne savais pas ce que je voulais faire, raconte cette jeune étudiante, je me suis dit : autant partir ailleurs !* » Une année passée à Toronto lui permettra de se décider et de s'orienter vers une école de commerce.

S'il y a 25 ans, celles et ceux qui l'ont précédée restaient tranquillement assis sur leur chaise, le contexte a bien changé, relève **Carole BLARINGHEM**, de l'Université catholique de Lille. Si leur temps de concentration est plus limité, et s'ils zappent énormément, ils participent aussi davantage : « *Ils ne prennent plus tout pour argent comptant. Ils vont sur internet (...), vérifient ce qu'on leur dit et relancent la discussion.* » De quoi stimuler l'enseignante : « *Je m'efforce d'utiliser des méthodes pédagogiques qui leur permettent d'être véritablement acteurs de leurs apprentissages.* »

En soutien à cet enseignement, de nombreux établissements organisent aussi un service d'aide à la réussite. L'idée étant, explique **Bruno DERAEMAERKER**, professeur de didactique à l'ICHEC, de former le jeune à un apprentissage tout au long de la vie : « *Il s'agit de les aider davantage au début, en leur laissant progressivement plus d'autonomie.* » Bonne lecture ! ■

1. La génération Z succède à la génération Y. Elle regroupe les jeunes nés à partir de l'an 2000.

Un étudiant au profil multiple

Brigitte GERARD

Selon les chiffres de l'année académique 2015-2016, la Fédération Wallonie-Bruxelles compte 192 000 étudiants.

Un chiffre en constante augmentation depuis deux décennies, et qui recouvre de nombreuses réalités différentes. C'est ce que nous enseigne *l'Étude sur les conditions de vie des étudiants de l'enseignement supérieur de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB)*, publiée en avril dernier¹.

Sur les 192 000 étudiants qui fréquentent notre enseignement supérieur, 50% sont inscrits dans une université, 48% en Haute École (HE), et 2% dans une École supérieure des Arts (ESA). Au total, la population a augmenté de 78 000 effectifs en 25 ans, et dans le même temps, l'écart entre le nombre d'étudiants inscrits à l'université et ceux inscrits en HE et ESA a diminué.

D'après l'étude sur les conditions de vie des étudiants, l'augmentation de leur nombre serait liée à la grande ouverture qui caractérise le système d'enseignement supérieur en FWB, basé sur le libre accès et financé, pour sa plus grande part, par des fonds publics.

« Cette démocratisation de l'enseignement supérieur ne peut être que positive, estime **Paul LODEWICK**, sociologue et directeur des domaines Communication et Sciences sociales à la HELHa². Dans l'absolu, le fait qu'il y ait davantage de jeunes qui entreprennent des études est une bonne chose. De ce point de vue-là, je dirais que l'enseignement supérieur joue un rôle d'ascenseur social. Les statistiques montrent que le niveau de qualification est directement corrélé au fait de trouver un emploi. Et en ce qui concerne la motivation des jeunes, il me semble qu'elle n'a pas fort évolué. Certains entament des études pour acquérir du capital culturel. C'est une façon de cheminer et de passer des étapes vers l'âge adulte. Les étudiants des HE seraient plutôt motivés et intéressés par la dimension professionnalisante des études, tandis que ceux qui choisissent l'université seraient surtout intéressés par la dimension académique, disciplinaire du savoir, mais cette distinction reste très théorique. »

Plus de femmes

Qui sont donc nos étudiants ? Un constat : leur profil est très varié. Et ce qui marque avant tout, c'est qu'en 25 ans, la population féminine s'est accrue de manière exponentielle, en doublant son effectif. « C'est un grand changement, note P. LODEWICK, même si cet accroissement n'est pas homogène, dans le domaine des sciences dites dures en particulier. On peut déjà trouver une explication dans le secondaire où, globalement, les filles réussissent mieux que les garçons. Les jeunes femmes sont en général plus en phase avec l'institution scolaire. Je pense qu'elles ont compris que c'était un véhicule d'émancipation, un lieu leur permettant de trouver leur place. »

Autre fait saillant révélé par l'étude : la FWB attire bon nombre d'étudiants étrangers. Plus de 20% ne sont pas de nationalité belge, ce qui représente 40 000 personnes, dont les trois-quarts sont issus de pays européens.

En se penchant sur les parcours scolaires antérieurs, l'étude indique que la quasi-totalité des étudiants entrent dans l'enseignement supérieur dans les deux années suivant l'obtention du CESS. Et en moyenne, le taux d'accès à l'enseignement supérieur des détenteurs du CESS est de 76%. Mais avant d'entamer des études, de nombreux jeunes décident de partir six mois, un an à l'étranger. Un choix gagnant ? « C'est intéressant, considère P. LODEWICK. Ces étudiants arrivent avec une expérience de vie différente, une certaine maturité, une autre posture que celle d'un élève. Un bémol, cependant : les inégalités sociales se jouent particulièrement à cet endroit-là. Dans les familles aisées, ouvertes sur le monde, faire une année à l'étranger fait partie du scénario classique. Dans les milieux plus populaires, cet investissement semble trop élevé, trop éloigné du scénario familial. Cela a un coût et retarde d'un an l'entrée sur le marché du travail. »

La démocratisation de l'enseignement supérieur a bien changé la composition sociale du monde étudiant, qui est plus ouvert aux jeunes issus des milieux les plus modestes. Mais, constate l'étude, le système reste critiqué pour, en réalité, reproduire des inégalités sociales...



© Anne-Catherine CHEVALIER in *Turning 18*, Prisme Éditions

Diversification des besoins

L'augmentation du nombre d'étudiants ne va pas s'arrêter en si bon chemin. Les prévisions parlent d'une hausse de 65 000 étudiants d'ici 2030, qui s'explique par la croissance générale de la population, par un accès élargi à l'enseignement supérieur, ou encore la présence d'un nombre grandissant d'étudiants de plus de 25 ans et de nationalité étrangère. Tout cela entraînera une diversification de la composition du monde étudiant, ainsi que des besoins de plus en plus spécifiques.

« *Auparavant, nous avions des auditoires assez homogènes, se souvient P. LODEWICK. Aujourd'hui, cela se complique, notamment suite au décret « Paysage », qui individualise les parcours et entraîne un éparpillement. Le public est davantage hétérogène et compte plus de personnes en reprise d'études. C'est une donnée à prendre en compte pour construire des pédagogies en conséquence. Dans l'absolu, on ne peut que souhaiter que les jeunes aient la possibilité de faire des études supérieures, même si cela pose des questions politiques, budgétaires, pédagogiques.* »

La démocratisation entraîne aussi une diversification des compétences des jeunes étudiants. « *À l'époque, poursuit le sociologue, ceux qui entraient dans le supérieur pouvaient assez facilement s'acclimater au rythme, à l'organisation, à la culture particulière du monde étudiant. Aujourd'hui, une partie du public n'a pas forcément ces prérequis. Il faut davantage prendre en compte l'écart culturel qui peut exister entre une partie des étudiants et l'institution d'enseignement supérieur, en mettant en place des structures telles que les cellules d'accompagnement, d'aide à la réussite. Il s'agit aussi d'être attentif aux besoins spécifiques des étudiants. Il y a aujourd'hui une réelle volonté de travailler là-dessus, même si on peut toujours regretter un certain manque de moyens.* » ■

Une précarité accentuée par le décret « Paysage »

Brigitte GERARD

La population étudiante ne cesse d'augmenter, et avec elle, la proportion de jeunes en situation de précarité. Un grand nombre d'entre eux doivent travailler pour subvenir à leurs besoins ou obtenir une aide financière. Diverses possibilités s'offrent à eux mais elles ne sont pas toujours bien identifiées, comme le constate **Nadine ROUGE**¹, présidente de la CoVEDAS, Commission Vie étudiante, démocratisation et affaires sociales de l'ARES (Académie de recherche et d'enseignement supérieur).

Quelles sont les difficultés rencontrées par les étudiants d'aujourd'hui ?

Nadine ROUGE : Un des constats de l'étude sur les conditions de vie des étudiants de l'enseignement supérieur en FWB² est que le nombre d'étudiants se trouvant en situation de précarité est important, et que cette précarité est multifactorielle. Le « revenu » médian des étudiants³ est de 200 EUR par mois. Une moitié d'entre eux disposent ainsi de moins de 200 EUR, et l'autre moitié de plus de 200 EUR par mois.

70% des étudiants exercent au moins un job au cours de l'année, 18% sont boursiers, 11% bénéficient de l'aide des services sociaux des établissements, et 5% du revenu d'intégration sociale du CPAS. Mais il y a peut-être aussi une série d'étudiants qui ne demandent aucune aide, alors qu'ils sont dans le besoin...

Autre phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur, c'est un risque d'ordre psychologique, un plus grand stress, des problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation... Il y a une grande hétérogénéité dans les situations.

Quel est le rôle des services sociaux des établissements d'enseignement supérieur ?

NR : Ils peuvent octroyer des aides directes, individuelles, mais aussi des aides indirectes ou collectives. Au moins 60% des subsides sociaux doivent être consacrés à l'aide sociale individualisée. Pour le reste, au niveau des aides indirectes et collectives, des critères sont préalablement définis par le Conseil social des établissements, par exemple en matière culturelle ou sportive. Il y a actuellement beaucoup de demandes d'accompagnement d'ordre psychosocial. Il peut y avoir des aides à la mobilité académique, et le décret relatif à l'enseignement inclusif relève aussi du Conseil social. Il s'agit d'apporter des aménagements aux étudiants qui en ont besoin, dans ce cadre-là.

De quels subsides sociaux bénéficient les établissements ?

NR : Les subsides sont calculés sur base du nombre d'étudiants finançables, et les montants diffèrent selon le type d'établissement. Les écarts sont importants. En Haute École, le montant est de l'ordre de 52 EUR par étudiant, en ESA (École supérieure des Arts) 67 EUR, et dans les universités, 380 EUR !

1. Étude commandée par le Cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, et réalisée par BDO et Sonecom

2. Haute École Louvain en Hainaut

En 2018, un budget de 20 millions EUR a été dégagé pour combler cette iniquité, mais cela ne suffit pas, compte tenu de la croissance de la population étudiante. Ces vingt dernières années, celle-ci a augmenté de 35%. Il y a aujourd'hui environ 192 000 étudiants dans l'enseignement supérieur, et on en attend 65 000 de plus d'ici 2030... Les demandes augmentent, mais les moyens restent limités !

Quel est l'impact du décret « Paysage » sur la situation des étudiants ?

NR : Ce décret pose problème, car les parcours individualisés qu'il induit entraînent un allongement des études, ce qui complique la situation des étudiants en précarité. Et cela pose des difficultés organisationnelles aux établissements. Par ailleurs, l'étudiant ne se rend pas toujours compte qu'une année d'étude, c'est 60 crédits, et que pour réussir, il faut acquérir et valider les 60 crédits du programme. S'il ne valide que 45 crédits sur les 60 premiers du cycle d'études, il peut se retrouver avec une charge de travail supérieure à 60 crédits, alors qu'il a peut-être besoin de travailler sur le côté.

L'étudiant d'aujourd'hui a, en fait, plus de responsabilités, il doit gérer lui-même son parcours, sans y être vraiment préparé...

NR : Tout à fait. Et l'étudiant n'est pas non plus toujours bien orienté. D'autre part, avec ces parcours individualisés, l'étudiant ne valide pas toujours une proportion suffisante de crédits et peut se retrouver un jour non finançable. La finançabilité est liée au nombre de crédits réussis sur ceux inscrits dans son PAE (programme annuel de l'étudiant), et c'est un des critères d'octroi pour une allocation d'études. Dans certaines conditions, les étudiants peuvent se réorienter, mais à un moment donné, c'est un couperet ! ■

1. Elle est aussi directrice de la Catégorie économique de la Haute École EPHEC

2. Étude commandée par le Cabinet du ministre de l'Enseignement supérieur Jean-Claude MARCOURT et réalisée par BDO et Sonocom (avril 2019)

3. Correspond à leurs ressources financières, de façon générale

Acteurs de leurs apprentissages

Marie-Noëlle LOVENFOSSE

Les étudiants d'aujourd'hui sont-ils très différents de leurs aînés ? Plus ou moins intéressés par leurs études ? Pressés de devenir autonomes ? Enclins à la contestation ? En recherche de sens ? C'est ce que nous avons demandé à **Carole BLARINGHEM**¹, enseignante à l'Université catholique de Lille.

En quoi l'étudiant d'aujourd'hui est-il différent de celui d'il y a 20 ou 30 ans ?

Carole BLARINGHEM : Au moment où j'ai commencé à enseigner, il y a 25 ans, les étudiants restaient tranquillement assis sur leur chaise, notaient, participaient quand on le leur demandait, mais on ne les voyait pas s'impatiser, se déconcentrer (ou ils parvenaient à le cacher). Aujourd'hui, le temps de concentration des jeunes est beaucoup plus limité. Au bout de 15 à 20 minutes, il faut relancer l'attention. Ils n'hésitent plus à montrer, ni à exprimer leur impatience.

La génération Y n'a pas peur de dire les choses, et la génération Z qui arrive a l'habitude, elle aussi, de faire savoir ce qu'elle ressent. Sans oublier le fait que les jeunes zappent énormément, ils passent d'une chose à l'autre sans complexe. Je ne vois pas cela négativement. C'est un constat.

À côté de cela, ils participent davantage, posent des questions et n'hésitent pas à interrompre un cours pour dire qu'ils n'ont pas compris, demander des précisions ou donner leur avis. Ils sont beaucoup moins passifs, et ils attendent des réponses. Ils ne prennent plus tout pour argent comptant. Ils vont sur internet, cherchent des informations, vérifient ce qu'on leur dit et relancent la discussion.

Cela peut être déstabilisant pour l'enseignant, mais aussi enrichissant...

CB : C'est déstabilisant pour l'enseignant s'il n'y est pas préparé. Ça l'oblige à sortir de sa zone de confort. J'en tiens compte dans la préparation de mes cours. J'ai envie de les faire réagir, de leur donner l'occasion de participer, mais aussi de faire en sorte qu'ils aient du plaisir à venir. Il faut, à la fois, qu'ils trouvent du sens à ce qu'ils font et qu'ils passent un bon moment. Ce qui m'intéresse, c'est qu'ils sortent du cours avec la conviction d'avoir appris plein de choses, et qu'ils ne viennent pas avec des pieds de plomb. C'est hyper important ! Ils cherchent à comprendre pourquoi ils font les choses. Si on le leur explique, si on discute avec eux et qu'on organise les cours en prenant en compte leurs demandes, on peut travailler dans d'excellentes conditions, en prenant du plaisir à ce qu'on fait. Eux vont apprendre, et moi aussi !

Je m'efforce d'utiliser des méthodes pédagogiques qui leur permettent d'être véritablement acteurs de leurs apprentissages². Ils sont toujours partants pour de nouvelles expériences, à condition de savoir à quoi cela va servir. S'ils comprennent que l'exercice leur permet d'apprendre à faire les choses différemment, de rendre intelligible ce qu'ils ont appris, d'apporter une solution à un problème réel ou – c'est important aussi – d'enrichir leur culture générale, ils se prennent au jeu.

Les études ont-elles toujours autant d'importance pour les jeunes ?

CB : Ils sont souvent persuadés que sans études, ils ne pourraient pas s'en sortir. Mais paradoxalement, pour cette génération, il n'y a pas que cela qui compte. Ils veulent faire

des études, mais ils n'ont pas l'intention de travailler 7 jours/7 pour y parvenir. Ils ont envie d'avoir une vie sociale, du temps libre, des loisirs. Ils n'hésitent pas à dire que tel travail sera impossible à rendre dans les temps impartis parce qu'un autre enseignant a déjà demandé autre chose, ou parce que le week-end est fait pour se reposer.

Je prends en compte ce qu'ils me disent et je négocie avec eux en proposant, par exemple, de scinder la matière et de voir comment répartir les travaux dans le temps. Si on les braque, c'est difficile ensuite de recréer une bonne ambiance dans le cours, de les faire participer, de les motiver. On arrive à bien s'organiser, parce qu'ils savent qu'on peut discuter.

Je ne passe pas non plus mon temps à négocier. Je prends 20 minutes, lors du premier cours, pour poser les règles de travail à respecter pendant le semestre, expliquer ce qu'on va faire, comment on va travailler, comment ils peuvent intervenir, sur quoi ils seront évalués, etc. Ces règles sont déposées sur la plateforme des étudiants, pour qu'ils puissent y retourner si quelque chose leur a échappé.

Sont-ils motivés par l'idée de prendre leur place dans la société, d'être « utiles » ?

CB : Quand ils entreprennent leurs études, une grande partie des étudiants savent déjà ce qu'ils veulent faire : devenir avocat ou notaire, venir en aide aux familles en difficulté, etc. Parfois, je les déstabilise un peu en leur demandant : « *Croyez-vous que les métiers auxquels vous pensez existeront encore quand vous sortirez de la fac ? Que venez-vous chercher dans vos études ? Si vous ne devenez pas avocat, que pourriez-vous être ? Pourrez-vous utiliser ailleurs ce que vous apprenez aujourd'hui ?* » J'essaie de leur ouvrir plusieurs portes, en leur montrant qu'il n'y a pas qu'une seule façon d'utiliser ce qu'ils auront appris.

Quant à savoir s'ils ont envie de se lancer tout de suite dans la vie active ou pas, c'est différent pour chaque étudiant, je pense, et je n'ai pas l'impression que ça ait changé par rapport à il y a une vingtaine d'années. Certains en ont marre d'être à la fac et veulent gagner leur vie, pour ne plus dépendre de leurs parents. D'autres se sentent encore très jeunes à 22-23 ans, ne se voient pas entrer dans une entreprise et optent souvent pour une nouvelle formation. ■



© Anne-Catherine CHEVALIER in *Turning 18*, Prisme Éditions

1. Maître-assistante à la Faculté de Droit de l'Université catholique de Lille, elle intervient dans les domaines du droit patrimonial de la famille, du droit commercial et du droit des sociétés, tant pour l'enseignement que pour la recherche. Elle est également directrice-déléguée au Laboratoire d'innovation pédagogique (LIP) de l'Université catholique de Lille, directrice-déléguée d'HÉMiSF4iRE Design School/Innovation pédagogique, et responsable pédagogique du Master Management de l'innovation et design thinking de l'École 360 de l'Institut catholique de Lille. Elle intervenait lors du dernier séminaire résidentiel de la Fédération de l'Enseignement supérieur catholique, les 14 et 15 novembre derniers, sur le thème des innovations pédagogiques.

2. Nous reviendrons sur les méthodes pédagogiques innovantes dans un prochain numéro d'*entrées libres*.

Ne pas hésiter à soutenir les étudiants

Brigitte GERARD

C'est devenu aujourd'hui une nécessité : les établissements d'enseignement supérieur proposent en général à leurs étudiants un service d'aide à la réussite. Mais ce soutien peut revêtir différentes formes et se nicher au cœur même des cours et de leur méthode de travail. En juin dernier, la Fédération de l'Enseignement supérieur catholique a consacré une matinée de réflexion à cette thématique. Au programme : divers témoignages alliant dispositifs concrets et grands principes.

Pour amener un maximum d'étudiants à la réussite, des enseignants n'hésitent pas à mettre en place des projets et outils pédagogiques avec des dispositifs qui permettent de les soutenir dans leur travail quotidien. À l'Université de Mons, une professeure de statistiques a, par exemple, souhaité réduire le temps de présence en auditoire de ses étudiants, des adultes en reprise d'études, afin de leur simplifier la vie. L'idée ? Un dispositif hybride qui mixe présence en auditoire et travail à domicile.

Luc STAVAUX, conseiller en technopédagogie, qui accompagne les enseignants dans la conception de projets pédagogiques, est intervenu au niveau de la confection du cours en ligne, qui prévoit des activités, des ressources et des aides en termes de méthode et de contenu. Les exercices sont accompagnés de boutons d'aide, qui affichent des informations supplémentaires.

Un gros travail didactique a été effectué dans le cadre du projet : quel contenu voir à distance ? Quelle aide proposer aux étudiants ? Comment faire en sorte qu'ils l'utilisent correctement ? Mais en janvier, lors de la première session d'examens, les résultats n'ont pas été satisfaisants. La moitié des étudiants ont commencé les exercices, mais seul un tiers sont allés jusqu'au bout.

Y a-t-il néanmoins un lien entre le fait d'avoir réalisé les exercices et celui d'avoir obtenu une bonne note ? Oui, les étudiants qui ont échoué sont ceux qui ont fait peu d'exercices, et ceux qui ont bien réussi sont ceux qui en ont fait beaucoup. Tant les plus faibles que les plus forts cliquent sur les boutons d'aide, mais les étudiants ont eu le sentiment de ne pas pouvoir poser de questions, alors qu'un espace était prévu à cet effet. Sans doute, n'ont-ils pas été assez informés de cette possibilité. D'où l'importance de mesurer l'efficacité d'un tel dispositif.

« On a la tête dans le guidon, constate L. STAVAUX. Finalement, on semble avoir renforcé les bons plutôt qu'avoir aidé les plus faibles ! Je pense qu'il a manqué un suivi humain, des personnes derrière la technique, des enseignants, des tuteurs. Une part non négligeable d'étudiants ne parvient pas à se saisir des opportunités mises en place. Il ne faut pas avoir peur de proposer du soutien tout au long du dispositif. L'idée étant de diminuer petit à petit cette aide, pour qu'ils puissent finalement y arriver seuls. »

L. STAVAUX pose aussi la question de l'évolution du rôle de l'enseignant, qui a encore souvent une posture de transmetteur de savoirs : *« Il faudrait faire en sorte qu'il puisse porter une casquette de coach et aider les étudiants quand ils en ont besoin. La difficulté, c'est que les enseignants n'ont pas toujours une vision claire de la progression de leurs étudiants. »*

Et si le métier d'enseignant change, que dire du profil des étudiants... *« Être étudiant aujourd'hui, c'est un métier ! Il ne suffit plus d'aller en salle de cours et de passer un examen. On leur demande plus de collaboration, de travaux de groupe, de travail personnel. Et il y a des attendus de la part des jeunes, qui veulent pouvoir consulter leurs e-mails, passer par d'autres canaux de communication... »*

Des étudiants qui s'investissent

Autre exemple de dispositif pédagogique, un cours de remise à niveau en mathématiques donné par **Isabelle MARSAT**, directrice d'implantation de l'ISAT (Institut supérieur des Aumôniers du travail) à l'EPHEC (École pratique des hautes études commerciales). Des groupes de niveaux ont été mis en place l'an dernier à partir d'un test d'aptitude, afin d'avoir des classes plus homogènes, de donner moins d'heures de cours aux plus forts



et plus d'heures aux étudiants moyens et faibles : « *L'objectif est d'amener le plus possible d'étudiants à la réussite. Lors des évaluations, sur 20 points, 12 sont donnés pour les compétences minimales communes à tous, et 8 sont prévus pour du dépassement. Du coup, les étudiants s'investissent.* »

Les résultats à la Toussaint ont été très encourageants, mais en janvier, l'effet était un peu plus faible... Ce dispositif a toutefois fait l'objet d'un accueil positif de la part des étudiants et des enseignants : « *On a constaté une diminution importante de l'absentéisme et une amélioration des résultats. Il faudra, en revanche, plus de temps pour déterminer l'impact sur le taux de réussite. Les étudiants se sont rendu compte qu'ils étaient capables d'apprendre quelque chose, que la réussite était accessible, qu'ils pouvaient progresser. On va maintenant essayer d'améliorer le dispositif, en adaptant les supports aux différents groupes et en essayant de systématiser les niveaux de compétences.* »

Et à côté de ce projet, comment l'EPHEC accompagne-t-elle les étudiants ? « *La Haute École a prévu deux heures de formation au métier d'étudiant. Il s'agit de leur montrer qu'ils ont déjà un pied dans la vie professionnelle, qu'ils deviennent responsables de ce qu'ils font, et qu'ils doivent visualiser ce parcours comme étant un démarrage de leur carrière professionnelle. Pour les aider, l'EPHEC a mis en place du tutorat et veille à maintenir un bon contact entre l'étudiant et l'enseignant, afin d'être toujours plus proche de leurs soucis, de les aider au fur et à mesure.* »

État d'esprit et méthode de travail

Ce nouveau métier, chaque étudiant doit pouvoir l'approprier, afin de réaliser son objectif : réussir ses études. C'est dans cette optique que **Bruno DERAEMAEKER**, enseignant dans le secondaire et professeur de didactique à l'ICHEC (Institut catholique des hautes études commerciales), s'est de son côté intéressé à une série d'outils, de méthodes efficaces dans le domaine de l'apprentissage pour en dégager des principes communs, autour de deux grandes dimensions : l'état d'esprit, fait de motivation, de confiance en soi, de concentration, et la méthode de travail.

Malheureusement, force est de constater que les étudiants qui arrivent dans le supérieur n'ont pas toujours une bonne méthode de travail. Dans le secondaire, rien n'est institutionnalisé pour l'enseigner. Or, il y a une série de choses à faire, d'après B. DERAEMAEKER, pour les aider : donner et appliquer de bons conseils dans tous les cours, organiser des conférences ou des ateliers, proposer l'aide de tuteurs formés au préalable... Mais jusqu'où un enseignant doit-il aider ses étudiants ? « *L'idée est de former les jeunes à un apprentissage tout au long de leur vie. Il s'agit de les aider davantage au début, en leur laissant progressivement plus d'autonomie.* »

Un enseignant peut aussi agir pour améliorer la concentration des étudiants, en adaptant sa pédagogie, en installant davantage d'interactivité, en variant les activités. Et pour avoir confiance en lui, l'étudiant doit se voir progresser : « *Si les exigences sont trop élevées, il va se décourager et perdre sa motivation. Il faut lui permettre de progresser et de visualiser ses progrès, il faut donner du sens aux tâches. Le jeune doit se sentir capable d'atteindre ses objectifs. Quand il n'a pas confiance en lui, il n'est forcément plus motivé. Le défi, c'est que les jeunes qui arrivent dans le supérieur aient une méthode qui leur permette d'être plus autonomes. Il faut les accompagner dans ce processus d'évolution et leur faire passer des évaluations formatives pour qu'ils puissent situer leur niveau.* »

Dans la perspective d'une meilleure réussite des étudiants, B. DERAEMAEKER suggère également de collaborer davantage avec le secondaire. « *De mon côté, je travaille sur diverses dimensions avec mes élèves : la prise de notes, la méthode de travail, la gestion de matière plus globale, des interrogations sur davantage de matière, le développement de leur autonomie, des explications sur ce que les attend dans le supérieur...* » ■

Prendre le temps du (bon) choix

Élise PELTIER

Choisir sa voie à l'âge de 18 ans ne va pas toujours de soi.

Noémie DEBUCQUOY a pris le temps et le recul nécessaire avant de se lancer dans des études supérieures.

Un séjour à l'étranger l'a aidée à se fixer sur son avenir.

18 ans aujourd'hui

Rêves, peurs, projets, envies. Avoir 18 ans et l'avenir devant soi. Un moment particulier que tente de capter la photographe **Anne-Catherine CHEVALIER**.

Au prisme sensible de son appareil se joint la plume délicate de **Geneviève DAMAS**. Un ensemble de 50 portraits exceptionnels ! **entrées libres** a eu le plaisir et la chance de vous en présenter une sélection au fil de notre dossier et en couverture de ce numéro.

Le travail photographique d'**Anne-Catherine CHEVALIER** aborde les questions d'identité : il interroge la féminité au travers des générations, analyse les nouvelles formes de familles modernes, explore les ressentis adolescents.

Successivement comédienne, metteur en scène et adaptatrice dramatique, **Geneviève DAMAS** est aussi l'auteure d'une vingtaine de pièces de théâtre, de cinq romans et d'un recueil de nouvelles.

“ En rhéto, je suis allée au salon du SIEP. Je me suis intéressée à plusieurs écoles, mais je ne savais pas vraiment ce que je voulais faire. Dans le courant du mois de mai, j'éprouvais le besoin de découvrir de nouvelles choses et de m'éloigner de ce que je connaissais. C'est à partir de ce moment-là que j'ai commencé à chercher des informations pour partir à l'étranger. Comme je ne savais pas ce que je voulais faire, je me suis dit : autant partir ailleurs, pour m'aider à me construire et découvrir de nouvelles choses !

J'ai donc fait un séjour linguistique en totale immersion dans une école spécialisée pour les étrangers pour apprendre la langue du pays avant d'entamer mes études. Je logeais dans une famille d'accueil. Dans l'école où je suis allée, à Toronto, on travaillait par petits groupes. On organisait des débats sur différents thèmes. Ce voyage a influencé mon choix d'études. Là-bas, il y avait des cours de business. J'ai découvert que j'aimais étudier les marchés et les accords entre les pays. J'ai commencé à réellement m'intéresser au commerce. Partir à l'étranger m'a apporté énormément de positif, et grâce à cela, j'ai fait le choix de mes études.

Faire des études est un challenge, un défi. Quand j'étais en primaire et en secondaire, j'avais un peu de mal à l'école. Je voulais voir si j'étais capable de faire des études pour travailler dans un domaine que j'apprécie. J'ai découvert que je pouvais faire des études en Belgique en commerce, et que ça pouvait m'ouvrir beaucoup de portes pour mon futur. J'effectue maintenant des études à l'EPHEC. C'est une amie qui m'a parlé de cette école. J'ai fait quelques recherches par après, et c'est cette école-là qui est ressortie.

La formation en commerce extérieur est assez complète, on aborde beaucoup de sujets. On a beaucoup de stages et beaucoup d'opportunités de rencontrer des professionnels. C'est une formation pratique et poussée. On a énormément de travaux de groupe, ce qui nous prépare déjà à travailler en groupe dans une entreprise. Dans mon école, il y a beaucoup de moyens mis en place pour aider les élèves. Les midis du SAR (Service d'aide à la réussite), par exemple, consistent à offrir des remédiations pour certains cours, ou encore des ateliers pour améliorer les méthodes de travail. Quand on a du mal avec une langue, il y a aussi des meetings organisés avec des élèves des autres années, et on peut les rencontrer. Quand on a un problème dans un cours, les professeurs sont toujours ouverts pour nous aider. Mes parents peuvent aussi m'aider pour les matières liées à la comptabilité, et mes amis m'aident aussi à me remettre à niveau. » ■



Turning 18

Anne-Catherine CHEVALIER
Textes de **Geneviève DAMAS**

Prisme Éditions, 2019